



Louange à Dieu. Prière et salut sur le Prophète, Sa Famille et Ses compagnons.

Mesdames et Messieurs.

Il Nous est agréable de Nous adresser aux participants de cette importante rencontre internationale, consacrée aux changements climatiques, aux menaces et aux défis qu'ils représentent et aux réponses à leur apporter, à la fois en termes d'atténuation de leurs effets et d'adaptation de nos modes de développement.

Les preuves que nous délivre régulièrement la communauté scientifique internationale, dans la diversité de ses disciplines, nous montrent que les activités humaines participent activement aux perturbations climatiques actuelles. Les scientifiques du G.I.E.C. nous prédisent un avenir fait de scénarios où les cycles climatiques seront profondément modifiés si les émissions des gaz à effet de serre continuent dans leurs tendances actuelles.

Les dégradations de l'ensemble des écosystèmes terrestres, marins et côtiers risquent de conduire à des ruptures de leurs équilibres et de compromettre notre développement et celui des générations futures.

Face à ces menaces, la communauté internationale n'a d'autre choix que d'agir avec célérité et fermeté et dans un esprit de solidarité, d'équité et de responsabilité pour préserver l'avenir de notre planète.

La fragilité des écosystèmes des pays du continent africain, la vulnérabilité de leurs économies et leurs faibles capacités à résister à ces changements climatiques, conduiront à plus de pauvreté et à moins de sécurité dans de nombreuses régions du continent, situation d'autant plus injuste que ces pays, faibles émetteurs de gaz à effet de serre, subissent avec plus d'intensité les effets de ces changements climatiques. La solidarité internationale, l'équité et le partage des responsabilités sont plus que jamais nécessaires pour soutenir ces pays dans l'élaboration et la mise en place des opérations d'adaptation qu'ils devront mener avec les appuis techniques et les soutiens financiers appropriés.

Mesdames et Messieurs.

Le Maroc, à l'instar de l'ensemble des pays de la planète, subit les effets des changements climatiques avec les spécificités que lui confèrent sa position géographique et les particularités de ses écosystèmes.

Notre pays a, dès le départ, partagé avec la communauté internationale la forte conviction d'agir, suite à la prise de conscience universelle, telle que consacrée par le sommet mondial de la terre, tenu à Rio en 1992, à travers les conventions sur les changements climatiques, la diversité biologique, les forêts et la lutte contre la désertification. Notre pays, qui a ratifié l'ensemble de ces conventions, s'est doté de programmes d'action nationaux, dont Nous suivons la réalisation avec une attention particulière.

C'est dans cet esprit que Nous réitérons Notre ferme détermination à agir avec le rythme et l'intensité requis, et que Nous avons donné Nos Hautes Instructions à Notre gouvernement, pour que les questions environnementales soient au cœur de nos programmes de développement, en veillant à l'équilibre et au renouvellement de nos ressources naturelles et à la préservation de leur qualité.

Notre pays, conscient de la position centrale des ressources en eau pour son développement, a su engager une politique judicieuse de mobilisation de ses ressources, à travers la politique des barrages initiée en 1967 par Notre Père, Feu Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu l'ait en Sa Sainte Miséricorde.

En dépit des conditions climatiques extrêmes, inondations et sécheresses, plus fréquentes, plus longues et plus aigues, que notre pays a connues au cours des dernières décennies, nous avons pu, grâce à nos capacités de retenue d'eau, assurer notre approvisionnement en eau potable, garantir notre production agricole irriguée, sécuriser les zones inondables et protéger les biens et les équipements.

Tout en continuant à mobiliser nos ressources hydriques, notre défi présent et futur est d'œuvrer constamment pour la maîtrise de nos ressources, où l'économie dans leur utilisation, leur valorisation optimale, l'opportunité de leur affectation et la préservation de leur qualité constitueront l'axe central de nos modes de développement.

Nous avons fait du secteur de l'énergie, un axe stratégique devant répondre à la triple nécessité de l'efficacité énergétique, de la sécurité de l'approvisionnement et de la production d'énergies renouvelables par l'exploitation rationnelle des gisements éoliens et solaires notamment.

Mesdames et Messieurs.

Alléger les pressions sur les ressources naturelles, c'est préserver l'équilibre des écosystèmes, objectif pour la réalisation duquel notre pays est résolument engagé à travers la restauration de nos ressources forestières et de la diversité biologique, et la lutte contre la dégradation des sols, les érosions, l'ensablement et la désertification, de sorte à conserver et développer nos capacités de production et de renouvellement de nos ressources naturelles.

Toutefois, ces stratégies ne peuvent se limiter à des solutions techniques, mais elles requièrent, également, un engagement déterminé pour une appropriation de cette ambition nationale par l'ensemble des citoyens. Le développement durable, garant de la pérennité du progrès social et de la solidarité intergénérationnelle, doit répondre à la double exigence d'une solidarité spatiale et d'une solidarité sociale.

Notre souci de consolider l'équité spatiale doit nous engager à porter nos efforts vers les zones rurales, les zones enclavées et celles accusant un déficit d'infrastructures, de sorte que soient assurées les conditions propices à la réalisation d'un développement local, porteur d'opportunités et d'espoir et générateur de richesses.

Parallèlement à la réhabilitation de l'espace, la solidarité sociale devra apporter le ciment nécessaire au raffermissement des liens sociaux, à la lutte contre l'exclusion, la vulnérabilité, les inégalités sociales et les poches de pauvreté. Un développement humain réussi est, en effet, la clé de voûte d'un véritable développement durable. C'est à ce prix et à ces conditions que le citoyen sera réconcilié avec son environnement.

Mesdames et Messieurs.

La rencontre qui vous rassemble aujourd'hui autour de la question des effets des changements climatiques au Maroc, revêt un intérêt particulier, dans la mesure où elle devra s'attacher à explorer les voies et les moyens permettant de formuler les approches d'adaptation pour le court terme. Il lui appartient aussi d'analyser les réorientations nécessaires de nos modes de production, de nos méthodes d'action, de nos programmes et de nos projets de développement pour préparer l'avenir sur des bases scientifiquement avérées.

Ceci exige qu'en la matière, on suive une démarche faisant du territoire et de l'écosystème un terrain privilégié pour l'analyse, adoptant l'approche intégrée pour les besoins de planification et transformant les projets sectoriels en mécanismes opérationnels pour mener des actions concrètes sur le terrain.

Aussi attendons-Nous de cette rencontre de l'IRES qu'elle marque le début d'un processus soutenu devant conduire à l'émergence d'une expertise nationale concernant les défis inhérents aux changements climatiques.

A cette fin, il faudrait, tout d'abord, assurer les savoir-faire, les potentiels d'analyse et les réseaux de compétences propres à baliser le terrain pour l'élaboration et l'orientation des politiques publiques et à apporter le soutien nécessaire pour la formulation des programmes y afférents et la prise des décisions qui s'y rattachent.

Parallèlement, il importe de faire émerger des pôles d'excellence qui puissent aider à développer nos capacités de suivi et de prévision et, partant, d'améliorer notre potentiel d'anticipation et notre pro-activité lors de la mise au point de nos programmes de développement.

Enfin, la vigilance est de mise concernant les questions liées au climat et à l'environnement, et ce, à travers la mobilisation des savoirs disponibles en la matière à l'échelle nationale et internationale, et l'amélioration de nos capacités d'évaluation et de gestion des risques.

Mesdames et Messieurs.

Le Monde est à la veille d'une rencontre décisive sur les changements climatiques, qui se tiendra en décembre prochain, à Copenhague.

Vu l'importance que celle-ci revêt pour le devenir de notre planète, on peut affirmer, sans la moindre exagération, que l'absence d'une action déterminée et opportunément engagée, aura des conséquences dramatiques sur le progrès de l'humanité.

Voilà pourquoi le Maroc soutiendra, avec force et détermination, l'émergence d'un accord crucial à ce sujet, mettant les objectifs à la hauteur des défis majeurs qui se posent actuellement et soulignant la nécessité d'agir sans délai.

Le Monde a traversé une crise qui remet en question certaines normes et certaines pratiques liées au fonctionnement de l'ensemble du système financier et économique. Ceci requiert de préparer la sortie de crise, en repensant et en réajustant progressivement nos modèles de développement.

Le véritable enjeu réside dans la capacité à trouver le bon compromis entre les exigences du développement et le souci de réduire les émissions gazeuses et d'assurer une exploitation rationnelle des ressources naturelles. D'où la nécessité de favoriser une dynamique de croissance verte et d'adopter des outils de mesure appropriés.

Nous tenons à vous assurer que Nous suivrions avec beaucoup d'intérêt les analyses et les conclusions importantes auxquelles aboutira votre rencontre. Nous implorons, enfin, le Très-Haut de couronner vos travaux de succès.

Wassalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh